

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne Franche-Comté

FB/CA/2015-416

Unité Départementale : Côte d'Or

Subdivision : 21-2

Nom(s) du ou des inspecteurs : François BAUDIN

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 23 octobre 2015

Date de l'inspection : 03 novembre 2015

Type d'inspection : ☒ approfondie ou ☐ courante ou ☐ ponctuelle
☐ inopinée ou ☒ annoncée
☒ planifiée ou ☐ circonstancielle

motif de la planification :

Action nationale 2015

Société : 110 BOURGOGNE

Commune : CHATILLON-SUR-SEINE 21400

Activité : Stockage de Céréales

AUTORISATION

Priorité : SETI

Liste des installations inspectées : Installations de stockage de céréales et de produits phytosanitaires

Thèmes : Risques accidentels

Référentiels de l'inspection :

- Arrêté ministériel du 29/03/2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.
- Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 12 septembre 1988
- Arrêté Préfectoral Complémentaire du 03 novembre 2010

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

- Mme Christiane BELAUBRE (responsable qualité, sécurité, environnement)
- M. Thomas LEFORT (chargé sécurité, environnement)

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

Les installations de stockage de céréales sont équipées d'un aspirateur centralisé. Ce système permet de garantir un bon état de propreté et de limiter les risques d'explosion (l'aspirateur centralisé permet d'atteindre des endroits que l'aspiration mobile ne permet pas).

Lors de l'inspection, l'état de propreté était très satisfaisant. Le site est bien entretenu et les risques inhérents aux installations de stockage de céréales semblent être maîtrisés.

Les dispositions prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 novembre 2010 ont été mises en œuvre (découplage entre tours de manutention et galeries sous cellules, renfort sur les jambes d'élévateurs, installation d'un surpresseur d'explosion et condamnation de la cellule C509), conformément aux recommandations de l'étude de dangers.

Pour l'**Arrêté ministériel du 29/03/2004** modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

il est demandé à l'exploitant :

- de faire vérifier le débit des bornes incendie et de procéder à un exercice incendie.

Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier

Liste des documents établis suite à la visite :

Bordereau de transmission au Préfet / Tableau des constats / Lettre à l'exploitant

Date et signature des inspecteurs

Dijon, le 02 février 2016

L'inspecteur de l'environnement

A black ink signature consisting of several loops and a long horizontal stroke.

François BAUDIN

Le vérificateur / approbateur

A blue ink signature with a large loop and a horizontal stroke.

Alain SZYMCZAK

110 BOURGOGNE - Site de Châtillon sur Seine

Visite d'inspection du 03 novembre 2015 - Tableau des Constats

Arrêté ministériel du 29/03/04 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
2 alinéa 1	L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L. 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.	Pas de remarque	Etude de dangers datée du 30 juillet 2009 avec scénarios d'accident. L'étude de dangers a été instruite et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en 2010.
3 alinéa 1	L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.	Pas de remarque	Le site est géré par une équipe de 3 personnes avec un responsable de site qui a suivi toutes les formations lui permettant d'assurer cette fonction (habilitation électrique, risque poussières, explosion et incendie...).
3 alinéa 2	Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.	Pas de remarque	Chaque agent a un plan de formation (bilan individuel) formalisé (synthèse de toutes les formations reçues). Le personnel reçoit régulièrement des formations spécifiques liés à l'activité des silos. L'ensemble du personnel a reçu une formation à la surveillance de la solidité des structures (en raison du vieillissement des structures).
4 alinéa 1	Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de	Pas de remarque	Les consignes de sécurité et d'incendie sont affichées et tenues à jour. Les consignes de sécurité sont disponibles sur le réseau informatique du groupe. Le site dispose de toutes les consignes en version papier affichées et accessibles dans les bureaux.

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.		
4 alinéa 2	Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.	Pas de remarque	Panneaux « interdit de fumer » présents sur le site.
4 alinéa 3	La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.	Pas de remarque	Les travaux susceptibles de créer des points chauds donnent lieu à l'établissement d'un permis de feu et d'un plan de prévention. Pour les travaux dangereux, un plan de prévention particulier est établi tel que le demande le code du travail et le code de l'environnement. Le permis de feu est délivré par l'exploitant. Les Travaux doivent s'arrêter 2 heures avant la fin de la journée. Pas de travaux le vendredi AM. Une ronde est effectuée 2 heures avant la fin des travaux.
5 alinéa 1	L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement.	Pas de remarque	Un registre des incidents / accidents a été mis en place par l'exploitant. Absence d'événement depuis la dernière inspection.
5 alinéa 2	Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Pas de remarque	Présence de fiche incident. Mise en place de réunion pour analyses des conséquences. Rapport avec analyse des causes / actions correctives...
5 alinéa 3 ⁽⁴⁾	L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	Pas de remarque	Réunion réalisée à chaque événement. Réunion annuelle avec tous les managers. Mise en place d'actions correctives si nécessaire.

Article	Exigence à vérifier	Remarques / réponse apportée / référence documentaire	
		Conformité	
6	<p>Pour les nouvelles installations, la délivrance de l'autorisation d'exploiter est subordonnée à l'éloignement des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux visés à l'article 1er du présent arrêté) et des tours de manutention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux. - par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et à 25 m pour silos verticaux. 	/	/
7	<p>Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux.</p> <p>On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).</p> <p>Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1^{er} alinéa du présent article.</p> <p>Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de</p>	Pas de remarque	Le local administratif est situé à une distance supérieure à 25 mètres du silo. Pas de secrétariat ni de local commercial.

¹⁰ Nouvelle exigence introduite par l'AM du 23 février 2007. Elle est applicable à compter du 13 juin 2007.

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.		
8	Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.	Pas de remarque	Le site est clôturé avec un portail d'accès, ouvert uniquement pendant les heures d'ouverture du site. Accès train avec portail. Présence de panneaux d'interdiction d'entrée. L'exploitant nous informe que la partie signalétique va être refaite (code du travail notamment).
9	L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être	Pas de remarque	Étanchéité en IP55 sur le tout le site. Le zonage ATEX a été réalisé en 2009 ; L'exploitant dispose d'un document de définition des zones (explication de la méthode de définition des zones) listant toutes les zones ATEX du site. Le silo est efficacement protégé de l'électricité statique et des courants vagabonds. Rapport annuel de l'organisme compétent en date du 28/10/2015. Écart relatif à l'électricité statique et aux éventuels courants vagabonds : 0,8 Ω. Continuité du conducteur de protection des équipements électriques : sans observation. Vérification de la continuité du conducteur de protection des équipements électriques. Continuité des liaisons équipotentielles des éléments métalliques : sans observation. Foudre : ARF réalisée le 20 avril 2011 --> Conclusion : site autoprotégé.

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	<p>utilisés en atmosphère explosible ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. 		
	<p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>	Pas de remarque	Conformité installations électriques : rapport annuel de l'organisme compétent en date du 28/10/2015. Installations électriques silo + engrais : pas d'observation.
10	L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.	Pas de remarque	1 tour de manutention pour les silos 1 et 2 avec synoptique. Élévateur extérieur pour les silos 4 et 5. Asservissement de l'aspiration sur la tour de manutention avec une temporisation (début et fin pour vider les circuits). Évacuation des poussières sur cyclone puis stockage dans une benne à l'extérieur du circuit (découplage total).
	Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le	Pas de remarque	Conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2010.

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	<p>cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ; - et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur. 		
	<p>Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.</p>	Pas de remarque	Découplage mis en place.
	<p>Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables, - et (excepté pour les transporteurs) : <ul style="list-style-type: none"> • posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ; • et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion. 	Pas de remarque	<p>Présence du surpresseur d'explosion (après étude INERIS), d'événements sur tous les élévateurs, chambre à poussières et cellules métalliques.</p> <p>Maintenance du surpresseur réalisé tous les 6 mois par un prestataire extérieur (préconisation constructeur) - test d'explosion tous les ans, fonctionnement des capteurs, nettoyage batteries.</p>
	<p>Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le</p>	/	/

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	1er juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules. Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion, et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.		
11 alinéa 1	L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.	Pas de remarque	L'établissement est pourvu de 3 bornes incendie, d'extincteurs et d'une colonne sèche pour la tour. Il est demandé à l'exploitant de faire vérifier le débit des bornes d'incendie et de procéder à un exercice incendie. Les extincteurs de plus de 10 ans ont été changés (politique du groupe).
11 alinéa 2	Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.	Pas de remarque	Vérification annuelle des installations de protection contre l'incendie par un organisme extérieur (dernière vérification : 20 mars 2015).
11 alinéa 3	Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.	Pas de remarque	Cellules béton. Inertage à l'azote. L'exploitant dispose d'une procédure d'inertage.
11 alinéa 4	Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : ■ le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. ■ les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;	Pas de remarque	La procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement existe et est disponible dans les bureaux. Contrôle de la température par sonde avec relevé tous les 15 jours en moyenne.

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	<p>■ et le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. " 		
12	<p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits.</p> <p>Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive ⁽²⁾ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ; - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. <p>Ces aires doivent être nettoyées ⁽³⁾.</p>	<p>Pas de remarque</p>	<p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.</p> <p>Présence de grilles sur les fosses de réception.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive (ouverture sur 2 côtés).</p> <p>Les aires sont équipées d'aspiration permettant de limiter la propagation des poussières.</p> <p>Niveau de propreté très satisfaisant.</p>
13	<p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p>	<p>Pas de remarque</p>	<p>Le silo est régulièrement nettoyé par un aspirateur centralisé. L'installation est particulièrement adaptée et permet d'avoir un état de propreté à tous les étages, y compris en sous-sol (l'aspirateur centralisé permet d'atteindre des endroits que l'aspiration mobile ne permet pas). Le service de l'inspection souligne que cette installation est innovante et particulièrement appréciée dans la mesure où elle permet de garantir un bon état de propreté et de limiter les risques d'explosion.</p> <p>Bonne maîtrise du risque (pas de poussière donc pas de propagation en cas d'explosion / incendie).</p> <p>L'état de propreté du silo lors de l'inspection est très satisfaisant.</p> <p>La fréquence de nettoyage est adaptée au taux d'empoussièrément des locaux (procédure</p>

²⁰ AM du 23 février 2007 : à compter du 13 juin 2007, à la place des mots "la création d'une atmosphère explosive", lire "une concentration de poussières de 50 g/m³".

³⁰ AM du 23 février 2007 : à compter du 13 juin 2007, à la place de "nettoyées", lire "régulièrement nettoyées".

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.		de nettoyage). Les opérations de nettoyage sont enregistrées sur le cahier de nettoyage et de maintenance.
14 alinéas 1 et 2	<p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux silos.</p>	Pas de remarque	Présence d'un système de surveillance par thermométrie.
14 alinéa 3	Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.	Pas de remarque	La procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement existe, elle a été communiquée aux services de secours.
15	<p>Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p>	<p>Pas de remarque</p> <p>Pas de remarque</p> <p>Pas de remarque</p> <p>Pas de remarque</p>	<p>Pas de filtre à manche. Cyclone « éventé » vers l'extérieur.</p> <p>Tous les systèmes d'aspiration sont capotés et antistatiques.</p> <p>Présence d'un système d'aspiration avec double asservissement.</p>

Article	Exigence à vérifier	Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
	Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.	Pas de remarque	Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.